

# ACTION URGENTE

## UN JOURNALISTE OUIGHOUR DÉTENU RISQUE LA TORTURE

**Le journaliste ouïghour Hairat Niyaz a été arrêté à son domicile le 1<sup>er</sup> octobre. Le 4 octobre, la police a remis à sa famille une notification indiquant qu'il avait été arrêté pour « mise en danger de la sécurité de l'État ». Il risque de subir des actes de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.**

La police a précisé à ses proches qu'il avait été arrêté parce qu'il avait « accordé trop d'interviews aux médias ». Sa famille et ses amis au sein de la communauté ouïghoure pensent que son arrestation fait suite à ses commentaires, au cours d'interviews, au sujet de l'origine des troubles qui ont commencé dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang le 5 juillet. Il a déclaré à des journalistes que vingt années de mesures discriminatoires en matière de minorités ethniques, notamment l'utilisation de lois « antiterroristes » afin de prendre les Ouïghours pour cible et la marginalisation économique de ces derniers, étaient la cause première de ces troubles. Le 4 juillet, il avait averti les autorités locales du risque de déclenchement de troubles. Elles n'ont pas tenu compte de sa mise en garde, mais l'ont utilisée par la suite pour ouvrir une enquête sur lui.

Hairat Niyaz est détenu au secret depuis son arrestation. Il est actuellement incarcéré au centre de détention de Tianshan, dans la capitale du Xinjiang, Ürümqi.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en chinois, en anglais ou dans votre propre langue) :**

- exhortez les autorités à libérer Hairat Niyaz immédiatement et sans condition, à moins qu'il ne soit inculqué d'une infraction universellement reconnue ;
- demandez-leur de garantir que cet homme ne sera ni torturé, ni soumis à d'autres mauvais traitements ;
- engagez-les à faire le nécessaire pour qu'il lui soit permis d'entrer en contact avec ses proches et un avocat qu'il aura choisi, ainsi que de recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 8 DÉCEMBRE 2009 À :**

Président du gouvernement populaire de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :

Nur BEKRI Zhuxi  
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Renmin Zhengfu, 2 Zhongshanlu, Wulumuqishi, 830041

Xinjiang Weiwuer Zizhiqu  
République populaire de Chine

**Courriers électroniques :**  
[master@xinjiang.gov.cn](mailto:master@xinjiang.gov.cn)

**Formule d'appel : Dear Chairman, / Monsieur,**

Directeur du département de la Sécurité publique de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :

LIU Yaohua Tingzhang  
Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Gong'anting 58 Huanghelu  
Wulumuqishi 830001

Xinjiang Weiwuer Zizhiqu  
République populaire de Chine

**Formule d'appel : Dear Director, / Monsieur,**

### **Copies à :**

Président de la Commission d'État pour les affaires ethniques de la République populaire de Chine :

YANG Jing Zhuren  
Guojia Minzu Shiwu Weiyuanhui  
252 Taipingqiaodajie, Xichengqu  
Beijingshi 100800

République populaire de Chine

**Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur,**

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.** Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## UN JOURNALISTE OÜÏGHOUR DÉTENU RISQUE LA TORTURE

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Hairat Niyaz est un journaliste bien connu au sein de la communauté ouïghoure de Chine. Il a obtenu son diplôme à l'université nationale de Pékin en 1982, travaille depuis pour différentes publications et emploie délibérément la langue chinoise pour parler de la culture et de la situation des Ouïghours au Xinjiang afin de mieux toucher le public sinophone en Chine et à l'étranger. Il est un journaliste chevronné du *Xinjiang Economic Daily*, rédacteur en chef de l'édition du Xinjiang du *Fazhi Ribao* (le Quotidien juridique) et directeur adjoint du magazine juridique *Fazhi Zongheng*. Une série d'interviews qu'il a données au sujet des troubles de juillet est disponible en chinois sur le Forum international ouïghour en ligne (<http://www.ughurbiz.net/bbs/viewthread.php?tid=227486&highlight=>).

Des violences et des troubles de grande ampleur ont éclaté à Ürümqi et ailleurs au Xinjiang le 5 juillet, à la suite de la répression par la police de manifestations à l'origine pacifiques organisées dans cette ville par des Ouïghours. Les manifestants protestaient contre l'inaction des autorités après la mort de deux ouvriers ouïghours au cours d'une émeute dans une usine de Shaoguan, une ville de la province du Guangdong (sud de la Chine). À la suite d'une violente répression, les autorités ont accusé les Ouïghours vivant hors de Chine, en particulier le Congrès ouïghour mondial et sa présidente Rebiya Kadeer, d'avoir organisé les troubles qui avaient eu lieu.

Depuis les troubles de juillet dans la région du Xinjiang, les autorités ont arrêté des milliers de personnes, en ont déféré plusieurs dizaines devant la justice, ont menacé celles impliquées dans ces événements de peines sévères et, en octobre, ont annoncé que 11 personnes étaient sous le coup des premières condamnations à mort prononcées pour participation à ces troubles. Elles interprètent tous les signes de dissension comme découlant d'activités « terroristes » ou « séparatistes », justifiant leur répression sévère tout en ignorant les causes profondes de mécontentement. Des témoignages oculaires dont Amnesty International a eu connaissance contredisent les comptes rendus du gouvernement sur les événements de juillet et semblent indiquer que les autorités ont eu recours à une force excessive contre les manifestants qui a fait de nombreux morts, probablement par centaines.

Au Xinjiang, les autorités associent généralement les activités culturelles des Ouïghours, leurs pratiques religieuses et leurs manifestations de dissension aux « trois maux » : « terrorisme, séparatisme et extrémisme religieux ». De nombreux Ouïghours sont détenus de manière arbitraire et incarcérés en tant que prisonniers politiques ou prisonniers d'opinion.

Ilham Tohti, rédacteur en chef d'un site Internet populaire, Uighurbiz.net, a été arrêté chez lui le 8 juillet, peu après que les autorités eurent déclaré que les articles publiés sur son site avaient alimenté la violence. Il a démenti les accusations portées contre lui, affirmant qu'il n'accepterait jamais le recours à la violence. Il a été libéré le 23 juillet mais demeure maintenu sous surveillance. Selon certaines informations non confirmées, d'autres membres du personnel et contributeurs réguliers de Uighurbiz.net seraient également portés disparus.

Un autre journaliste, Dilixiati Paerhati, est détenu au secret depuis le 7 août. Auparavant, il avait été interrogé pendant une semaine de jours à partir du 24 juillet au sujet des troubles du 5 juillet (pour plus d'informations, voir l'AU 262/09, ASA 17/056/2009, 30 septembre 2009).

Le 27 septembre, le Comité permanent de l'Assemblée populaire de la région autonome ouïghoure du Xinjiang a introduit une nouvelle réglementation interdisant explicitement l'utilisation d'Internet en vue de « mettre en danger la sécurité de l'État » et d'« encourager le séparatisme ethnique ».

Le Code pénal chinois fait déjà mention de l'infraction de « mise en danger de la sécurité de l'État », qui englobe la « subversion de l'État », le « séparatisme » et la « divulgation de secrets d'État ». Depuis quelques années, les autorités ont de plus en plus recours à ces dispositions formulées en termes vagues pour réduire au silence et emprisonner les militants pacifiques et pour entraver la liberté d'expression.

AU 290/09, ASA 17/060/2009, 30 octobre 2009

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**

